

# Table des matières

Table des principales abréviations utilisées .....	13
Introduction .....	21
Section 1. De l'État entrepreneur à l'État régulateur .....	22
Section 2. De l'État actionnaire à l'État partenaire .....	25
Section 3. Banalisation ou renouvellement du droit public économique ? .....	26
Section 4. Vers une action publique globale ? .....	29
<b>TITRE 1. Le droit public économique .....</b>	<b>31</b>
<b>Chapitre 1. La notion de droit public économique .....</b>	<b>33</b>
Section 1. Une notion controversée .....	33
§ 1. Une controverse apparemment juridique .....	33
A. Les origines du droit public économique .....	33
B. Les origines de la controverse .....	35
§ 2. Une controverse discrètement politique .....	35
Section 2. Une notion concurrencée ? .....	36
§ 1. Droit public économique et droit public des affaires .....	37
§ 2. Droit public économique et droit public de la régulation économique .....	38
§ 3. Droit public économique et droit public de l'économie .....	39
Section 3. Les caractères du droit public économique .....	40
§ 1. Le débat classique : spécificité ou originalité du droit public économique ? .....	40
A. La recherche de la spécificité .....	41
B. L'affirmation de l'originalité .....	41
§ 2. Banalisation ou adaptation du droit public économique ? .....	43
A. Développement du droit public économique... ..	43
B. Ou dépérissement du droit public économique ? .....	44
1. Une remise en cause .....	45
2. Deux questions .....	45

<b>Chapitre 2. Les sources du droit public économique</b> .....	47
Section 1. La promotion du droit public économique dans la hiérarchie des sources du droit .....	47
§ 1. Le droit public économique était traditionnellement un droit subalterne .....	48
A. Les sources administratives réglementaires .....	48
1. Les règlements d'origine gouvernementale .....	48
2. Les règlements ministériels .....	49
3. Les règlements émanant d'autres autorités .....	49
B. Les sources non réglementaires .....	51
1. Les circulaires, directives et lignes directrices .....	51
2. Les décisions administratives individuelles et les contrats .....	53
3. Le droit souple .....	54
§ 2. Le développement des sources législatives et constitutionnelles .....	55
A. Les grandes lois du droit public économique .....	55
B. Les bases constitutionnelles du droit public économique .....	57
Section 2. Le développement des sources issues du droit de l'Union européenne .....	60
§ 1. Le droit de l'Union européenne : une source perturbatrice .....	60
A. Une logique fondée sur le marché .....	61
1. Les quatre libertés essentielles au marché intérieur .....	61
2. La règle de libre et égale concurrence entre les entreprises .....	67
B. Des remises en cause radicales .....	69
1. Une neutralité de principe difficilement applicable en pratique .....	69
2. L'interdiction générale du caractère exorbitant du régime des interventions publiques .....	71
3. L'encadrement étroit des dérogations admises .....	75
§ 2. Des perspectives diversement appréciées .....	83
A. Les enseignements de l'approche pragmatique des relations entre service public et droit de l'Union européenne .....	83
1. L'ouverture progressive du droit de l'Union européenne à la logique du service public .....	85
2. L'évolution du « service public à la française » .....	95
B. Les interrogations relatives à la construction progressive d'un intérêt général européen .....	97
Section 3. Les autres grandes sources supranationales du DPE .....	99
§ 1. Le droit issu de la Convention européenne des droits de l'homme .....	99
§ 2. Le droit international économique .....	102
A. Un droit traditionnellement cantonné à la garantie du libre-échange entre États .....	103

B. Des vellétés régulatrices promues par la crise financière internationale .....	105
1. Un droit à construire .....	105
2. Le futur centre de gravité du droit public économique ? ...	105

### **Chapitre 3. Les principes du droit public économique** ..... 107

Section 1. Les principes fondamentaux classiques et leur application en droit public économique .....	108
---	-----

#### § 1. La protection du droit de propriété .....

##### A. La protection constitutionnelle de la propriété privée .....

    1. Les incertitudes antérieures à 1982 .....

    2. La « pleine valeur constitutionnelle » du droit de propriété .....

    3. Quelques limites inhérentes à la protection constitutionnelle de la propriété privée .....

##### B. La protection constitutionnelle de la propriété publique .....

#### § 2. Le principe de la liberté du commerce et de l'industrie .....

##### A. La liberté d'entreprendre : une liberté constitutionnelle limitée .....

    1. Une liberté consacrée par le Conseil constitutionnel .....

    2. Une liberté qui demeure limitée .....

##### B. La liberté de la concurrence : une liberté asymétrique .....

    1. De la non-concurrence à l'égalité concurrence entre le secteur public et les activités privées ? .....

    2. Une constitutionnalité discutée dans son existence et son opportunité .....

#### § 3. Le principe de spécialité .....

#### § 4. Le principe d'égalité .....

##### A. La consécration constitutionnelle du principe d'égalité .....

    1. Le principe .....

    2. Sa portée .....

##### B. L'application du principe en matière d'action économique ....

    1. L'encadrement juridique de la discrimination .....

    2. La référence à l'intérêt général .....

#### Section 2. Les principes d'inspiration interventionniste .....

#### § 1. Les principes d'origine constitutionnelle .....

##### A. Le principe de démocratisation économique (ou de participation) .....

    1. La portée du principe .....

    2. La mise en œuvre du principe .....

##### B. Le principe dit de « nationalisation » .....

    1. L'encadrement du transfert de propriété .....

2. L'absence d'encadrement constitutionnel du rôle et de la gestion des entreprises nationalisées .....	141
§ 2. Les autres principes .....	142
A. Les principes du service public .....	142
B. Le principe de proportionnalité .....	143
C. La règle de l'autonomie de gestion des entreprises publiques .....	144
Section 3. La montée en puissance de l'encadrement procédural et méthodologique de l'action économique .....	146
§ 1. La sécurité juridique .....	147
A. La sécurité juridique en droit européen .....	147
1. La sécurité juridique au sens strict .....	147
2. Le corollaire : la confiance légitime .....	148
B. La sécurité juridique en droit français .....	149
1. Sources .....	149
2. Implications .....	149
§ 2. Les obligations d'impartialité et de transparence .....	153
A. L'impartialité .....	153
B. La transparence .....	156
§ 3. La participation à l'élaboration de la décision publique .....	158
A. Les droits de la défense .....	158
1. Contenu et champ d'application du principe .....	159
2. Valeur du principe .....	160
B. Les autres sources du droit d'être entendu préalablement ....	160
1. Les articles L. 121-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration .....	160
2. Le principe du caractère contradictoire de la procédure ....	162
C. Vers une généralisation du débat préalable ? .....	164
1. Un contexte propice .....	164
2. Un principe en devenir ? .....	165
Section 4. L'impact croissant des principes du droit de l'environnement .....	167
§ 1. La portée des principes généraux du droit de l'environnement sur les règles du droit public économique .....	168
A. Le fondement de l'influence : l'intégration du droit de l'environnement au bloc de légalité .....	168
1. Les sources internationales et européennes .....	168
2. Les sources nationales .....	169
B. Les principales manifestations de l'influence .....	172
1. L'influence du principe d'intégration des préoccupations environnementales dans l'élaboration des décisions publiques en matière économique .....	172

2. L'influence du principe de précaution sur l'action publique économique .....	176
3. L'influence du principe pollueur-payeur sur la régulation de l'économie .....	178
§ 2. L'utilisation par le droit de l'environnement de techniques et règles du droit public économique .....	179
A. Les exemples classiques .....	179
1. L'utilisation du mécanisme de l'autorisation préalable de certaines activités .....	179
2. Le recours aux incitations .....	180
3. Le recours à la démarche planificatrice .....	180
B. Les démarches plus novatrices .....	181
1. L'introduction du critère environnemental dans la commande publique .....	181
2. L'exemple de la régulation du marché des quotas d'émission de gaz à effet de serre .....	183
3. Le recours général à l'analyse économique .....	185
<b>TITRE 2. Les actions</b> .....	187
<b>Chapitre 1. Préliminaire : un nouveau regard sur l'action publique</b> .....	189
Section 1. Une évolution générale de la conception de l'action publique .....	189
§ 1. Le recul apparent de l'État .....	189
§ 2. La crise de l'intérêt général .....	190
Section 2. Des répercussions en profondeur sur l'action publique économique .....	190
§ 1. Les manifestations de l'évolution .....	191
§ 2. La signification de l'évolution .....	191
A. Désengagement ou renouvellement de l'encadrement public de l'économie ? .....	191
B. L'éclairage apporté par la réaction des États face à la crise financière depuis 2008 .....	192
C. Une stratégie régulatrice en construction .....	193
<b>SOUS-TITRE 1. Le recul des interventions directes</b> .....	195
<b>Chapitre 1. La réglementation de l'économie</b> .....	197
Section 1. Les ambiguïtés du thème de la « déréglementation » ...	197
§ 1. Les fondements de la déréglementation .....	198
A. De la mode de la modernisation administrative...	198

1. La déréglementation, élément permanent de la réforme administrative .....	198
2. La déréglementation appliquée au droit public économique .....	198
B. À l'idéologie du libéralisme .....	199
§ 2. Les politiques de déréglementation .....	200
A. Le secteur économique .....	200
B. Le secteur social .....	201
C. Les limites et les difficultés de la déréglementation .....	201
1. La force des habitudes .....	203
2. L'existence de réglementations privées .....	203
3. Le renforcement d'autres formes de régulation .....	203
Section 2. Les implications contemporaines de la déréglementation en droit positif .....	205
§ 1. La libéralisation des prix .....	205
A. Le principe de liberté des prix .....	205
B. La relativité de la libéralisation .....	206
1. Les exceptions au principe de liberté .....	206
2. Le maintien de régimes spéciaux de réglementation des prix .....	207
3. Le maintien d'un encadrement généralisé via l'obligation de transparence des prix .....	208
§ 2. La suppression progressive des monopoles .....	209
A. L'approche économique des liens entre monopole et service public .....	209
B. La libéralisation des services publics organisés en réseau ....	210
1. Les transports aériens .....	211
2. Les transports ferroviaires .....	214
3. Les activités postales .....	219
4. Les communications électroniques .....	221
5. Le secteur de l'énergie .....	224
6. Le secteur des jeux en ligne .....	232
<b>Chapitre 2. L'entrepreneuriat public .....</b>	<b>235</b>
Section 1. Rappel des paramètres juridiques généraux de choix du mode de gestion des entreprises .....	235
§ 1. Le principe de neutralité du droit de l'Union européenne .....	235
§ 2. Les autres règles du droit positif .....	236
A. L'initiative publique en matière économique .....	236
B. Les modalités de prise en charge des activités économiques par les personnes publiques .....	237

1. Les règles constitutionnelles interdisant la privatisation de certaines entreprises .....	237
2. Les règles du droit de la concurrence .....	237
§ 3. La liberté sous réserve du choix des modes de gestion .....	238
Section 2. Les privatisations et le mouvement d'externalisation ...	238
Sous-Section 1. Le mouvement de privatisations .....	239
§ 1. Un phénomène d'ampleur internationale .....	239
A. La diffusion mondiale d'une politique souvent systématique .	240
1. La généralité de la politique de privatisation .....	240
2. Les inflexions récentes du mouvement de privatisation ...	242
B. Les causes du mouvement de privatisations .....	243
1. Les causes économiques et financières .....	243
2. Les causes juridiques .....	244
3. Les causes politiques .....	245
§ 2. Le cas de la France .....	246
A. 1986/1987 : la première vague de privatisations .....	246
1. Le banc d'essai des privatisations .....	246
2. Le succès des premières privatisations .....	246
3. Le krach boursier de l'automne 1987 .....	247
B. 1988/1993 : la période du « ni ni » .....	247
1. Des ventes minoritaires et partielles .....	247
2. La politique du « dénoyautage » .....	247
C. 1993/1997 : la reprise du mouvement de privatisations .....	248
D. Depuis juillet 1997 : la poursuite pragmatique des privatisations .....	249
1. 1997-2002 : la conjugaison d'ouvertures minoritaires de capital et de privatisations limitées .....	249
2. Depuis 2002 : la poursuite non planifiée de privatisations affectant le noyau dur du secteur public .....	250
Sous-Section 2. Le régime juridique des privatisations .....	251
§ 1. Les règles constitutionnelles .....	252
A. Le contenu des règles constitutionnelles .....	252
1. L'interdiction de privatiser les services publics nationaux et les monopoles de fait .....	252
2. L'interdiction de céder une entreprise publique pour un prix inférieur à sa valeur .....	252
3. La compétence de principe du législateur .....	253
B. Le champ d'application des règles constitutionnelles :	
la notion de privatisation .....	254
1. Les données du débat .....	254
2. La notion de transfert selon la jurisprudence antérieure à 1986 .....	255

3. La définition contemporaine du transfert au sens de l'article 34 de la Constitution .....	256
§ 2. Les règles législatives .....	257
A. Les grandes orientations retenues .....	257
1. La distinction de deux catégories d'entreprises publiques dites de « 1 <sup>er</sup> rang » et de « 2 <sup>nd</sup> rang » .....	257
2. L'encadrement commun des privatisations et des ouvertures minoritaires du capital .....	258
3. La distinction nouvelle entre les opérations menées par l'État et les autres .....	259
4. L'option entre cession sur le marché ou hors marché .....	259
5. L'intervention d'une autorité indépendante .....	262
6. La possibilité d'accompagner la privatisation de mesures de protection des intérêts nationaux .....	265
B. Le déroulement chronologique de l'opération de privatisation .....	269
1. L'autorisation législative préalable .....	269
2. La décision de recourir à la privatisation .....	270
3. La préparation du transfert .....	271
4. La réalisation du transfert .....	271
C. Les lacunes du dispositif législatif .....	271
1. Le risque de cessions d'entreprises de premier rang en deux temps .....	271
2. La cession d'éléments d'actifs susceptibles d'une exploitation autonome .....	272
3. Les prises de participation majoritaires des entreprises publiques dans les sociétés privées .....	272
Sous-Section 3. Les conséquences des privatisations .....	273
§ 1. Les privatisations et le rôle de l'État .....	273
A. La thèse du « retour » de l'État .....	273
1. Le maintien de pouvoirs de contrôle de l'État sur les entreprises privatisées .....	274
2. L'augmentation des capacités de financement public .....	275
B. La thèse du désengagement de l'État .....	275
1. La remise en cause de la politique industrielle de l'État .....	275
2. Le risque de déséquilibrer le secteur public .....	276
§ 2. L'évaluation de l'efficacité des privatisations .....	277
A. Privatisations et performance économique .....	277
B. Privatisations et progrès technologique .....	278
C. Privatisations et progrès social .....	279
Sous-Section 4. L'externalisation des activités économiques contrôlées par les personnes publiques .....	283

§ 1. La diversité des problèmes juridiques suscités	
par l'externalisation .....	283
A. Les activités susceptibles d'être externalisées .....	283
B. Les procédés d'externalisation .....	284
C. L'encadrement des activités externalisées .....	285
§ 2. Le sort des agents affectés à l'entité économique externalisée	285
A. Des règles variables selon le statut initial des agents .....	285
B. Une reprise des contrats de travail conditionnée par le transfert d'une « entité économique autonome » .....	286
Section 3. Les nationalisations et mises en régie .....	286
§ 1. Les règles générales de nationalisation et de prise de participation .....	287
A. La pratique des nationalisations et prises de participation ...	287
1. Les conditions historiques d'apparition des nationalisations .....	287
2. Le regain d'intérêt contemporain pour les techniques de nationalisation et de prises de participation .....	288
B. La rareté des règles spécifiques aux nationalisations et prises de participation .....	289
§ 2. Les règles générales encadrant la mise en régie .....	290
<b>Chapitre 3. Les aides publiques</b> .....	293
Section 1. L'encadrement européen des aides publiques .....	294
§ 1. La notion européenne d'aide publique .....	294
A. L'aide doit être le fruit d'une intervention de l'État ou au moyen de ressources d'État .....	295
1. L'aide doit être financée au moyen de ressources publiques	295
2. L'aide peut être accordée par l'État ou par les entités publiques locales .....	296
3. L'aide peut avoir été versée par un intermédiaire contrôlé par l'État .....	296
B. L'aide doit accorder un avantage concurrentiel à l'entreprise bénéficiaire .....	297
1. La diversité des avantages constitutifs d'une aide .....	298
2. L'exemption des compensations de charges de service public .....	300
§ 2. Le régime européen des aides publiques .....	303
A. Le champ d'application du principe d'incompatibilité des aides publiques .....	304
1. L'aide doit être susceptible d'affecter les échanges entre les États membres .....	304
2. L'aide doit fausser ou menacer de fausser la concurrence	305

B. Les diverses exceptions admises .....	306
1. Les aides compatibles de plein droit en vertu de l'article 107 § 2 .....	306
2. Les aides susceptibles d'être déclarées compatibles sur le fondement de l'article 107 § 3 .....	306
3. Les autres aides susceptibles d'être déclarées compatibles avec le Traité .....	309
§ 3. Le système de contrôle européen des aides publiques .....	312
A. Les modalités du contrôle .....	312
1. L'examen permanent des régimes d'aides existant .....	312
2. L'obligation de notification des mesures et régimes d'aides nouveaux .....	313
3. La procédure d'examen .....	314
B. Les sanctions de l'illégalité des aides publiques .....	317
1. Le devoir général d'exécuter les décisions de la Commission sous le contrôle de la juridiction de l'Union européenne ..	317
2. L'obligation particulière de procéder à la récupération des aides illégalement versées .....	318
3. Les limites du rôle du juge national .....	321
Section 2. L'encadrement national des aides publiques .....	324
§ 1. La notion d'aide publique .....	324
A. Les éléments constitutifs de l'aide publique .....	324
B. La typologie des aides publiques .....	325
C. Les diverses formes juridiques d'aides publiques .....	326
1. La distinction des aides unilatérales et conventionnelles ..	326
2. La distinction des aides discrétionnaires et conditionnées	328
§ 2. Le régime juridique général des aides publiques .....	329
A. Les règles générales de création .....	330
1. Règles nationales de compétence .....	330
2. L'obligation de notification des aides nouvelles à la Commission .....	330
B. Les principales règles de fond .....	331
1. Liberté du commerce et de l'industrie et aides publiques ..	331
2. Égalité, non-discrimination et aides publiques .....	332
3. Interdiction des libéralités et aides publiques .....	332
C. Le retrait des aides publiques .....	333
§ 3. L'encadrement spécifique des aides publiques locales .....	334
A. Les règles générales applicables à tout type d'aide locale ....	336
B. Les règles propres à certaines formes d'aides .....	337
1. L'interdiction de la participation au capital de sociétés commerciales .....	337

2.	L'encadrement des cautionnements et garanties d'emprunts .....	339
C.	Les règles variant selon l'objectif des aides .....	340
1.	Les aides au développement économique .....	340
2.	Les aides destinées au maintien des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural .....	343
3.	Les aides aux entreprises en difficulté .....	344
D.	Les règles spécifiques à certains domaines d'activités .....	345
<b>SOUS-TITRE 2. La valorisation des actions indirectes .....</b>		<b>347</b>
<b>Chapitre 1. Les partenariats .....</b>		<b>349</b>
Section 1. Les partenariats public-privé .....		350
§ 1.	Les partenariats ponctuels .....	351
A.	Les marchés de partenariat au sens strict .....	352
B.	Les autres partenariats public-privé conventionnels .....	354
1.	Les contrats de concession de service ou de travaux .....	354
2.	Les montages contractuels complexes .....	358
C.	Les formules approchantes .....	359
1.	Les marchés publics .....	359
2.	Les concessions d'aménagement .....	360
§ 2.	Les partenariats institutionnels .....	362
A.	La création de groupements d'intérêts économiques ou publics .....	363
1.	Les groupements d'intérêt économique (GIE) .....	363
2.	Les groupements d'intérêt public (GIP) .....	366
B.	La création de sociétés d'économie mixte .....	370
1.	Le recours aux sociétés d'économie mixte locales .....	370
2.	La « respiration » du secteur public national .....	372
3.	Les difficultés suscitées par la confrontation des SEM aux règles de la concurrence .....	387
§ 3.	Les partenariats diffus : les incitations .....	391
A.	Les engagements non contractuels de l'administration .....	391
1.	La nature juridique incertaine des promesses de l'administration .....	392
2.	Des effets juridiques incontestables .....	395
B.	Les incitations négociées .....	398
1.	Les procédés d'incitation pseudo-contractuels .....	399
2.	Le particularisme juridique des contrats d'incitation .....	403
Section 2. Les partenariats publics .....		405
Sous-Section 1. Les partenariats publics institutionnels .....		405

§ 1. Les structures partenariales .....	406
A. Le GIP .....	406
B. L'Établissement public .....	406
C. La Société publique .....	406
1. La société nationale .....	406
2. La société publique locale .....	407
§ 2. La compatibilité entre partenariats publics institutionnels et règles de mise en concurrence .....	408
A. La reconnaissance jurisprudentielle de l'applicabilité du « in house » aux partenariats publics institutionnels .....	409
B. La mise en conformité des textes nationaux : l'article L. 1411-12 CGCT .....	419
Sous-Section 2. Les partenariats publics conventionnels .....	411
§ 1. La contractualisation de l'aménagement du territoire .....	411
A. De la planification à l'aménagement du territoire .....	412
1. Le déclin relatif de la planification unilatérale .....	412
2. Le renouveau de la politique d'aménagement du territoire .....	416
B. Le rôle clef des contrats de plan État-Régions .....	421
1. Contrats de plan et contrats de projets .....	422
2. La coordination accrue des acteurs .....	423
3. La responsabilisation avérée des parties .....	425
§ 2. La régulation générale de l'exercice des compétences par le recours au contrat .....	429
A. Les principaux domaines de la contractualisation des relations entre personnes publiques .....	429
1. La planification et l'aménagement du territoire .....	429
2. La tutelle du secteur public .....	430
3. La décentralisation .....	430
B. Les fonctions du recours aux techniques négociées .....	430
1. La modernisation de la gestion administrative .....	431
2. La résolution des conflits d'intérêts publics .....	431
C. Les difficultés suscitées par la contractualisation .....	432
1. La dilution des responsabilités .....	432
2. Le risque de violation des règles de mise en concurrence .....	432
<b>Chapitre 2. La régulation du marché .....</b>	<b>435</b>
Section 1. Un mode d'action publique controversé .....	436
§ 1. La variété des acceptions admises .....	436
A. La multiplication des usages du terme .....	436
1. Les origines extra-juridiques de la notion .....	436
2. La diffusion des procédés de régulation .....	437

B. La diversité des possibles soubassements idéologiques:	524
de l'emploi de la notion .....	437
1. La régulation comme synonyme de réglementation	
classique .....	438
2. La régulation comme technique conjoncturelle	
d'accompagnement de la libéralisation .....	438
3. La régulation comme alternative à la réglementation	
classique .....	438
4. La régulation comme instrument de pérennisation	
des instruments du système représentatif classique .....	442
§ 2. La construction progressive d'une notion juridique de régulation	443
A. La régulation <i>lato sensu</i> désigne l'encadrement général	
des conduites .....	443
B. La régulation <i>stricto sensu</i> suppose la combinaison	
pragmatique et finalisée de méthodes variées .....	444
C. Le droit de la régulation renvoie aux usages contemporains	
des techniques de régulation en droit économique .....	444
Section 2. Les régulations sectorielles .....	445
§ 1. Les principes généraux des régulations sectorielles .....	445
A. La recherche d'un équilibre entre réalisation de la concurrence	
et poursuite de finalités non économiques .....	445
1. Les diverses finalités susceptibles d'être imposées	
aux opérateurs .....	445
2. Les risques spécifiques aux situations transitoires	
entre monopole et concurrence .....	446
3. Les atouts des dispositifs de régulation sectoriels .....	447
B. Les instruments techniques de conciliation .....	448
1. L'accès des tiers aux infrastructures et facilités essentielles	
dans des conditions objectives; transparentes	
et non discriminatoires .....	448
2. Le caractère asymétrique de la régulation technique	
et tarifaire .....	452
3. La réglementation et le financement des obligations	
de service public .....	453
4. La prévention pragmatique des perturbations	
et le règlement efficace des litiges .....	455
§ 2. Les principaux dispositifs de régulation sectorielle .....	456
A. La régulation du secteur des communications électroniques .....	456
1. Les objectifs de la régulation .....	456
2. Les méthodes de la régulation .....	458
B. La régulation du secteur des activités postales .....	460
1. Les objectifs de la régulation du secteur postal .....	460

2. Les méthodes de la régulation du secteur des activités postales .....	461
C. La régulation du secteur de l'énergie .....	462
1. Les objectifs de la régulation du secteur énergétique .....	462
2. Les méthodes de la régulation de l'énergie .....	464
D. La régulation du secteur des services audiovisuels .....	465
1. Le domaine régulé .....	466
2. Les objectifs et méthodes de régulation de l'audiovisuel ..	467
E. La régulation du secteur ferroviaire .....	468
1. Les objectifs de la régulation du secteur ferroviaire .....	469
2. Les méthodes de régulation du secteur ferroviaire .....	469
F. La régulation des jeux en ligne .....	470
1. Les objectifs de la régulation des jeux en ligne .....	470
2. Les méthodes de régulation des jeux en ligne .....	471
§ 3. L'avenir de la régulation sectorielle .....	472
A. L'hypothèse de la généralisation de la régulation transversale ..	472
1. Le caractère réputé transitoire des dispositifs sectoriels ...	472
2. La problématique spécifique de l'accès des tiers au réseau ..	473
B. L'éventuel déplacement du centre de gravité de la régulation sectorielle .....	474
1. De l'ouverture à la concurrence à la prévention des risques ..	474
2. De la spécialisation par secteur à la spécialisation par produits ou acteurs .....	475
Section 3. Les régulations transversales .....	475
§ 1. La régulation transversale par la concurrence .....	476
A. L'interdiction des pratiques anticoncurrentielles et restrictives de la concurrence .....	476
1. Le droit commun de la concurrence .....	477
2. L'application du droit de la concurrence aux personnes publiques .....	488
3. Le standard de la concurrence loyale et les mutations de l'action publique .....	502
B. Le contrôle des concentrations économiques .....	506
1. L'obligation de notification préalable des opérations de concentration .....	507
2. Le contrôle national des concentrations économiques .....	510
3. Le système communautaire de contrôle des concentrations ..	516
C. Le contrôle de l'implantation des grandes surfaces commerciales .....	520
1. Les objectifs généraux du droit de l'aménagement commercial .....	522
2. Les instances de régulation de l'autorisation commerciale ..	522

3. Le mécanisme de contrôle .....	524
§ 2. Les autres modes de régulation transversale .....	530
A. La régulation des marchés financiers et des activités monétaires .....	530
1. Le dispositif national de régulation .....	531
2. Les dispositifs supranationaux de régulation .....	534
B. La protection des consommateurs .....	537
1. L'émergence d'un droit public de la consommation .....	538
2. L'insertion de la protection du consommateur dans une démarche régulatrice .....	539
§ 3. L'interrégulation .....	540
A. Les fondements de l'interrégulation .....	540
B. Les principaux procédés d'interrégulation .....	541
1. L'intervention du pouvoir normatif et du juge .....	541
2. L'organisation d'une coopération entre régulateurs .....	542
<b>TITRE 3. Les acteurs .....</b>	<b>547</b>
<b>SOUS-TITRE 1. Les institutions .....</b>	<b>549</b>
<b>Chapitre 1. Qui peut réguler le marché ? .....</b>	<b>551</b>
Section 1. Le principe consensuel d'une régulation publique .....	551
§ 1. L'État et le Marché .....	551
§ 2. L'aspiration contemporaine à une régulation internationale .....	553
Section 2. L'admission conditionnée d'une co-régulation .....	553
§ 1. Les contre-performances de l'autorégulation .....	553
§ 2. L'utilité de la co-régulation .....	554
A. Une forme de partenariat très usitée .....	554
B. Quelques exemples de co-régulation en droit public économique .....	555
1. L'illustration emblématique : la corégulation d'Internet ...	555
2. L'encadrement public du rôle des agences de notation ....	555
3. La surveillance publique de l'application des pratiques du gouvernement d'entreprise .....	556
<b>Chapitre 2. Les grandes institutions supranationales de régulation de l'économie .....</b>	<b>557</b>
Section 1. Les institutions de l'Union européenne .....	557
§ 1. Les institutions générales de l'Union .....	558
A. Aperçu de l'organisation institutionnelle générale de l'Union européenne .....	558
B. Mention du rôle central de la Commission sous le contrôle du juge .....	559

§ 2. Les principaux régulateurs spécialisés de l'Union .....	560
A. La Banque centrale européenne et le Système européen des banques centrales .....	560
1. La Banque centrale européenne .....	560
2. Le Système européen de banques centrales (SEBC) .....	560
B. Les principaux instruments d'investissement .....	561
1. La Banque européenne d'investissement .....	561
2. Les fonds structurels .....	562
3. Le Mécanisme européen de stabilité financière .....	562
C. Les régulateurs sectoriels et réseaux de régulateurs .....	563
1. L'Union européenne au cœur de la démarche d'inter-régulation .....	563
2. Les Agences .....	564
3. Les principaux régulateurs européens .....	564
§ 3. Les organes consultatifs .....	569
A. Le Comité économique et social .....	569
B. Le Comité des régions .....	569
§ 4. Vers un gouvernement économique européen ? .....	570
A. Le déséquilibre entre les finalités économiques et monétaires .....	570
B. Les limites de la politique économique de l'Union européenne .....	571
C. L'hypothèse d'une « fédération budgétaire » et d'une mutualisation des emprunts d'État .....	571
1. L'actuel Comité économique et financier .....	572
2. L'urgence d'une meilleure concertation européenne sur la scène internationale .....	572
Section 2. Les institutions internationales .....	573
§ 1. Le Fonds monétaire international (FMI) .....	573
§ 2. La Banque mondiale et les autres dispositifs de soutien au développement .....	574
A. La Banque mondiale .....	574
1. Le rôle de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) .....	574
2. Les autres composantes de la Banque mondiale .....	575
B. Les autres dispositifs internationaux de soutien .....	576
§ 3. Les structures de concertation ou négociation .....	576
A. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) .....	576
1. Les origines et la mission générale de l'OMC .....	576
2. L'organisation de l'OMC .....	577
B. La Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) .....	578
C. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) .....	579

D. Les groupes de régulateurs et forums spécialisés .....	579
1. Les groupes de régulateurs en matière bancaire et financière .....	579
2. Les autres exemples de groupes de régulateurs .....	581
E. Le G20 .....	581
<b>Chapitre 3. Les institutions étatiques .....</b>	<b>583</b>
Section 1. Les institutions centrales .....	583
Sous-Section 1. La limitation du rôle des institutions étatiques générales .....	584
§ 1. Les limitations traditionnelles du rôle économique du Parlement .....	584
A. Le statut du Parlement .....	584
1. Le refus du bicamérisme économique .....	584
2. L'adjonction de la consultation : le Conseil économique, social et environnemental .....	585
B. Les fonctions du Parlement en matière économique .....	586
1. Un rôle limité .....	586
2. Des tentatives d'amélioration .....	587
3. Le renforcement récent du rôle du Parlement .....	588
§ 2. Le rôle des autorités exécutives .....	589
A. Le rôle du président de la République et du Premier ministre .....	589
1. La signature des ordonnances et des décrets délibérés en Conseil des ministres (art. 13) .....	589
2. Le pouvoir de nomination présidentiel .....	591
3. La présidence de certains conseils .....	592
B. Le rôle des ministres .....	592
Sous-Section 2. La promotion des institutions économiques spécialisées .....	594
§ 1. L'hétérogénéité des institutions spécialisées à vocation économique .....	595
A. Les organismes publics sans personnalité juridique propre ...	595
1. Les fonds .....	595
2. Les centres, missions et commissariats .....	597
3. Les agences .....	598
4. Les autorités administratives indépendantes .....	598
B. Les organismes publics personnalisés .....	599
1. Les établissements publics .....	599
2. Les régulateurs publics indépendants dotés de la personnalité juridique .....	603
C. Les personnes privées chargées de fonctions d'intérêt public économique .....	604
1. Il s'agit d'organismes professionnels de droit privé .....	604

2. Certains sont investis de missions administratives .....	604
§ 2. Les autorités de régulation indépendantes .....	605
A. Des AAI aux API .....	606
1. Les raisons du recours aux autorités administratives indépendantes .....	606
2. Les critères de l'autorité administrative indépendante .....	608
B. Les principaux régulateurs indépendants en matière économique .....	612
1. L'Autorité des marchés financiers (AMF) .....	613
2. L'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) .....	615
3. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) .....	617
4. La Commission de régulation de l'énergie (CRE) .....	618
5. L'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAFER) .....	620
6. L'autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL) .....	623
7. L'Autorité de la concurrence .....	625
C. Le positionnement régulateur du juge administratif .....	627
1. Les interventions préventives .....	628
2. Les interventions correctives .....	631
3. Les interventions répressives .....	633
§ 3. La Banque de France .....	634
A. Les raisons de la réforme .....	634
B. L'indépendance de la Banque de France .....	635
1. Les conditions de l'indépendance .....	636
2. Les limites de l'indépendance .....	636
3. Le renouveau : l'adossement de l'Autorité de contrôle prudentiel à la Banque de France .....	637
C. Les missions de la Banque de France .....	638
1. Les missions fondamentales .....	638
2. Les autres missions .....	639
3. L'articulation avec les pouvoirs du gouvernement .....	640
D. La nature juridique de la Banque de France .....	640
§ 4. Les chambres professionnelles .....	641
A. L'organisation des chambres de commerce et d'industrie .....	642
1. La création des chambres de commerce et d'industrie .....	642
2. La composition des chambres de commerce et d'industrie .....	643
B. Les attributions des chambres de commerce et d'industrie .....	644
1. Des attributions diversifiées .....	644
2. Des moyens d'action importants .....	645
C. Le statut juridique des chambres de commerce et d'industrie .....	646
1. Le statut actuel .....	646

2. Le caractère incomplet de la réforme de 2010 .....	647
<b>Section 2. Les institutions déconcentrées .....</b>	<b>648</b>
<b>Sous-Section 1. L'organisation des services déconcentrés de l'État .....</b>	<b>649</b>
§ 1. L'harmonisation des circonscriptions administratives .....	649
§ 2. Les services à vocation économique et financière .....	650
A. La variété des services .....	650
B. Les services chargés du traitement des entreprises en difficulté .....	650
§ 3. La déconcentration, droit commun de l'organisation administrative .....	651
§ 4. La nouvelle organisation transversale (2004) .....	652
A. Les prémices .....	652
B. Les pôles régionaux de l'État institués en 2004 .....	653
1. Les huit pôles régionaux de l'État .....	653
2. La fonction de direction des pôles régionaux de l'État .....	654
C. Le Comité de l'administration régionale .....	654
1. La composition du CAR .....	655
2. Les missions et attributions consultatives du Comité .....	655
D. Les nouvelles directions interministérielles (2010) .....	655
1. Au niveau régional .....	655
2. Au niveau départemental : la création des DDI .....	657
<b>Sous-Section 2. Le rôle des préfets et l'action des services déconcentrés de l'État .....</b>	<b>657</b>
§ 1. Le rôle des préfets de département .....	658
A. L'étape de 1964 : la « coordination » par le préfet des services déconcentrés dans le département .....	658
B. L'étape de 1982 : la direction par le préfet des services déconcentrés .....	658
C. L'étape de 1992-1999 .....	659
D. Les étapes de 2004 et 2009 .....	660
§ 2. Le rôle des préfets de région .....	660
A. L'étape de 1964 .....	660
B. L'étape de 1982 .....	660
C. L'étape de 1992-1999 .....	661
D. L'étape de 2004 .....	661
E. L'étape de 2009-2010 : la consécration d'un pouvoir hiérarchique sur le préfet du département .....	662
<b>Chapitre 4. Les institutions décentralisées .....</b>	<b>663</b>
<b>Section 1. L'importance des compétences économiques des collectivités territoriales .....</b>	<b>664</b>
§ 1. Une importance liée à la décentralisation .....	664

A. Entre 1945 et 1960 : le volontarisme économique national ...	664
B. De 1969 à 1981 : le retour à la gestion administrative .....	665
C. L'étape de 1982-1983 : l'« acte I » de la décentralisation .....	665
D. À compter de 1992 : l'incitation à l'intercommunalité .....	665
E. En 2003-2004 : l'« acte II » de la décentralisation .....	666
1. L'apport de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République ...	666
2. L'apport des lois ultérieures .....	667
F. En 2015 : la Loi NOTRe .....	668
§ 2. Les limites générales apportées à l'action économique des collectivités locales .....	668
A. Les limites tirées du principe de la liberté du commerce et de l'industrie .....	669
1. L'interdiction de prendre des risques avec l'argent public ..	669
2. L'obligation de se cantonner à l'intérêt public local .....	669
3. L'interdiction de fausser le jeu de la concurrence privée ...	671
B. Les limites liées au rôle de l'État : l'aménagement et le développement durable du territoire .....	671
Section 2. Le rôle économique des collectivités locales .....	672
§ 1. Le rôle économique des régions .....	673
A. L'étape de 1972 .....	673
B. L'étape de 1982-1983 .....	674
C. Depuis 2003-2004 .....	675
§ 2. Le rôle économique des départements .....	677
A. Avant 1982 .....	677
B. L'étape de 1982 .....	678
C. Depuis 2004 .....	679
§ 3. Le rôle économique des communes et de leurs regroupements ..	679
A. La notion d'affaires locales et les compétences de la commune .....	679
1. Les subventions .....	680
2. Le référendum communal .....	680
3. La création des services publics locaux .....	681
B. Les principes de répartition des compétences .....	681
<b>SOUS-TITRE 2. Les entreprises publiques .....</b>	<b>683</b>
<b>Chapitre 1. La notion juridique d'entreprise publique .....</b>	<b>685</b>
Section 1. La notion d'entreprise publique en droit interne .....	685
§ 1. L'approche doctrinale et jurisprudentielle .....	685
A. L'exigence d'une personnalité morale distincte .....	686
B. La nécessité d'une activité industrielle ou commerciale .....	687

C. Le pouvoir patrimonial de la puissance publique	687
§ 2. L'absence de définition textuelle de portée générale	688
A. La formation empirique du secteur public	688
1. Les premières entreprises publiques	688
2. La croissance ultérieure du secteur public	689
3. La restructuration progressive de l'influence industrielle de l'État	690
B. L'échec du projet de statut général des entreprises publiques	691
§ 3. La définition légale de l'entreprise publique au sens du droit de la commande publique	692
Section 2. La définition européenne de l'entreprise publique	693
§ 1. Une définition basée sur une conception large de la notion d'« entreprise »	694
§ 2. Une définition fondée sur la notion pragmatique d'influence déterminante	694
§ 3. L'influence de la notion européenne sur la conception française de l'entreprise publique	695
<b>Chapitre 2. L'organisation des entreprises publiques</b>	<b>697</b>
Section 1. La variété des formes juridiques revêtues par les entreprises publiques	697
§ 1. L'établissement public à caractère industriel et commercial	698
A. EPIC et régie	698
B. EPIC et concession	699
§ 2. La société nationale	699
A. Principaux aspects juridiques	700
1. La part du droit commercial	700
2. Les dérogations apportées à la législation commerciale	701
B. La sociétésation, moyen d'adaptation du secteur public	701
§ 3. La société d'économie mixte	703
A. Définition de la SEM	704
1. Le degré de participation publique	704
2. Les formes de la participation publique	704
3. Les conditions de l'association avec le capital privé	704
B. Organisation des SEM	705
1. L'assemblée générale	705
2. Le conseil d'administration	705
3. La direction	705
C. Le rôle des SEM : de l'extension à la respiration du secteur public et au partenariat public-privé	706
1. Les premières SEM	706
2. SEM et nationalisations	706

3. SEM et respiration du secteur public .....	706
Section 2. Les conséquences de l'appartenance des entreprises publiques au secteur public sur leur organisation .....	707
§ 1. La création de l'entreprise publique .....	707
A. Les créations législatives .....	707
B. Les créations administratives .....	708
§ 2. La transformation de l'entreprise publique .....	709
A. Les transformations liées à l'évolution générale du statut des entreprises du secteur public .....	709
B. Les transformations liées à la respiration du secteur public ..	709
§ 3. La disparition de l'entreprise publique .....	711
Section 3. Les règles applicables aux établissements publics issues de la loi du 26 juillet 1983 .....	711
§ 1. Le conseil d'administration ou de surveillance .....	712
1. La composition tripartite des conseils .....	712
2. Le statut des administrateurs .....	712
§ 2. Les organes de direction .....	713
Section 4. Les règles applicables aux sociétés à participation publique issues de l'ordonnance du 20 août 2014 .....	713
§ 1. Les conseils d'administration ou de surveillance .....	714
1. Le représentant désigné par l'État .....	714
2. Les membres désignés par l'organe compétent de la société .....	714
3. Les représentants des salariés .....	715
4. Le commissaire du gouvernement .....	715
§ 2. La présidence et la direction générale .....	715
<b>Chapitre 3. La gestion des entreprises publiques</b> .....	<b>717</b>
Section 1. Règles juridiques communes à l'ensemble des entreprises publiques .....	718
§ 1. Les règles communes tirées du droit commercial .....	718
A. Variété de ces règles .....	718
B. Fiscalité et comptabilité .....	718
1. La fiscalité des entreprises publiques .....	719
2. La comptabilité des entreprises publiques .....	719
C. Étendue de la compétence judiciaire .....	720
§ 2. Les règles communes issues du droit public général .....	721
A. La protection des capitaux publics .....	721
B. La protection des salariés .....	722
C. La protection du service public .....	722
D. Les contrôles des entreprises publiques .....	722

Section 2. Les règles de gestion variables selon la forme juridique des entreprises publiques .....	723
§ 1. Les règles de gestion propres aux entreprises constituées	
sous la forme d'établissements publics .....	723
A. Les biens des établissements publics industriels et commerciaux .....	723
B. Le personnel des établissements publics industriels et commerciaux .....	725
1. La conciliation du Code du travail et des règles spéciales dans les entreprises « à statut » .....	725
2. Les effets de la sociétésation sur le statut du personnel de l'entreprise publique .....	726
C. Le régime juridique spécial des activités de l'établissement public industriel et commercial .....	728
1. La prise de décisions publiques .....	728
2. La soustraction à la faillite et aux voies d'exécution du droit commun .....	729
3. Les sujétions imposées par le droit public aux EPIC .....	732
§ 2. Les règles de gestion spécifiques aux entreprises constituées sous forme de société .....	732
A. Les biens des sociétés publiques .....	732
1. Le principe de l'application du droit commun .....	732
2. Les substituts du régime de la domanialité publique .....	732
B. Le régime juridique du personnel des sociétés publiques .....	734
C. Le régime juridique des activités des sociétés publiques .....	734
Section 3. Les conséquences de la présence d'une activité de service public sur le régime juridique de l'entreprise .....	735
Section 4. La tendance à la privatisation de la gestion des entreprises publiques .....	737
§ 1. L'affirmation de l'égalité des opérateurs économiques .....	738
§ 2. Vers l'application des voies d'exécution du droit privé aux entreprises publiques ? .....	739
A. L'application du droit des affaires .....	739
B. Le recours à la société anonyme .....	740
<b>Chapitre 4. Le contrôle des entreprises publiques .....</b>	<b>741</b>
Section 1. Les contrôles classiques .....	742
§ 1. Les contrôles <i>a priori</i> .....	742
A. Le droit commun de la tutelle .....	743
1. La tutelle économique et financière .....	743
2. La tutelle technique .....	744
B. Les régimes particuliers de tutelle .....	744

1. Les régimes particuliers de contrôle économique et financier .....	744
2. Le particularisme de la tutelle technique est encore plus variable .....	745
§ 2. Les contrôles <i>a posteriori</i> .....	745
A. Les contrôles administratifs et financiers .....	745
B. Les contrôles politiques .....	747
1. Les contrôles parlementaires .....	747
2. Le rôle des comités de réflexion .....	748
Section 2. La contractualisation de la tutelle .....	748
§ 1. Les contrats État-entreprises : un instrument privilégié de la tutelle .....	749
A. Le fondement légal de la politique contractuelle .....	749
B. Le contrat État-entreprise est un instrument de modernisation et de démocratisation de la tutelle .....	750
C. Le contenu des contrats État-entreprise .....	750
§ 2. Les insuffisances des contrats État-entreprise .....	751
A. Une élaboration insuffisamment rationalisée .....	751
B. Un contenu non exhaustif .....	752
§ 3. La pratique diversifiée des contrats État-entreprise .....	752
A. La généralisation des relations contractuelles État-entreprise .....	752
B. La diversification des contrats État-entreprise .....	753
1. Les contrats d'objectifs .....	753
2. Les contrats d'entreprise pluriannuels .....	753
3. Les contrats de service public .....	753
4. Le contrat de présence postale territoriale .....	754
5. Les contrats d'objectifs et de moyens .....	754
6. Les contrats de régulation économique .....	754
Section 3. Le gouvernement des entreprises publiques .....	755
§ 1. L'État, patron introuvable ? .....	756
§ 2. Les effets pervers de la tutelle ? .....	757
§ 3. L'État tuteur, l'État propriétaire et l'État actionnaire .....	757
A. Les règles du gouvernement d'entreprise .....	758
1. Le constat .....	758
2. La réaction : la « <i>corporate governance</i> » .....	758
3. Quel est le contenu des règles du GE ? .....	759
4. La loi sur les nouvelles régulations économiques a encouragé un fonctionnement plus démocratique de l'entreprise .....	760
B. L'État actionnaire et le gouvernement d'entreprise .....	761
1. La montée en puissance de la figure de l'État actionnaire .....	761
2. L'institutionnalisation progressive de l'État actionnaire .....	762

3. La recherche d'une amélioration des pratiques de l'État actionnaire .....	764
§ 4. La recherche d'un équilibre entre les fonctions d'État actionnaire et d'État régulateur .....	768
A. Le sens de la diversité des fonctions incarnées par l'État .....	768
B. Le renouveau de la réflexion sur la fonction du gouvernement des entreprises publiques .....	768
1. L'enrichissement de la réflexion doctrinale .....	769
2. Les interrogations relatives à la mission de l'APE .....	769
Index thématique .....	771
Index jurisprudentiel .....	785